

**Mélanges en l'honneur  
du professeur Claude  
Lucas de Leyssac**



**MÉLANGES EN L'HONNEUR  
DU PROFESSEUR CLAUDE  
LUCAS DE LEYSSAC**

### Avertissement de l'Éditeur

Toute utilisation ou traitement automatisé, par des tiers, de données personnelles pouvant figurer dans cet ouvrage sont formellement interdits.



Le logo qui figure sur la couverture de ce livre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, tout particulièrement dans les domaines du droit, d'économie et de la gestion, le développement massif du photocopillage.

Le Code de la propriété intellectuelle du 1<sup>er</sup> juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement soit aujourd'hui menacée.

© LexisNexis SA, 2018

Siège social : 141, rue de Javel – 75015 Paris

---

Cette œuvre est protégée dans toutes ses composantes (y compris le *résultat* des savoirs mis en œuvre, des recherches, des analyses et des interprétations effectuées et, de manière générale, des choix de fond et de forme opérés dans le cadre de la *consolidation* des textes reproduits) par les dispositions du Code de la propriété intellectuelle, notamment celles relatives aux droits d'auteur. Ces droits sont la propriété exclusive LexisNexis SA. Toute reproduction intégrale ou partielle, par quelque moyen que ce soit, non autorisée par LexisNexis SA ou ses ayants droit, est strictement interdite. LexisNexis SA se réserve notamment tous droits au titre de la reproduction par reprographie destinée à réaliser des copies de la présente œuvre sous quelque forme que ce soit aux fins de vente, de location, de publicité, de promotion ou de tout autre utilisation commerciale conformément aux dispositions de l'article L. 122-10 du Code de la propriété intellectuelle relatives à la gestion collective du droit de reproduction par reprographie.

ISBN 978-2-7110-1573-3

## SOMMAIRE

<i>Liste des auteurs</i> .....	XI
<i>Éléments biographiques</i> .....	XV
<i>Travaux et publications</i> .....	XVII
<i>Préface par Alain BÉNABENT et Philippe LANGLOIS</i> .....	XXIII
<i>Avant-propos par Gilbert PARLEANI et Muriel CHAGNY</i> .....	XXV
Louis D'AVOUT, <i>Préface persane au Code de commerce français</i> .....	1
Alain BÉNABENT, <i>La perte de chance, nouvelle « bonne à tout faire » du droit de la réparation ?</i> .....	9
Thierry BONNEAU, <i>Du formatage de la société contemporaine à la lumière des droits bancaire et financier</i> .....	17
Jean-Daniel BRETZNER, <i>Preuve d'une pratique anticoncurrentielle et utilisation de l'article 145 du Code de procédure civile par voie d'ordonnance sur requête</i> .....	31
Guy CANIVET, <i>Discours prononcé à l'assemblée générale de l'Association française d'études de la concurrence</i> .....	45
Muriel CHAGNY, <i>Cours à quatre mains sur « PME et droit de la concurrence »</i> .....	49
Emmanuelle CLAUDEL, <i>Les sources vives du droit de la concurrence (Étude du droit européen et français des pratiques anticoncurrentielles)</i> .....	57
Alain COURET, <i>La filiale à 100 %</i> .....	115
Philippe DELEBECQUE, <i>Le crédit-bail de navire</i> .....	131
Lorraine DONNEDIEU de VABRES-TRANIÉ, <i>Quel rôle les instruments de la politique européenne de la concurrence peuvent-ils jouer dans la lutte contre les pratiques fiscales dommageables ?</i> .....	139
Marie-Anne FRISON-ROCHE, <i>Banque et concurrence</i> .....	157

## VIII

## SOMMAIRE

Pierre-Yves GAUTIER, <i>Contre le droit illimité à la preuve devant les autorités administratives indépendantes</i> . . . . .	173
Alain GHOZI, <i>L'utilisation de la compensation en droit commercial selon la thèse de Claude Lucas de Leyssac</i> . . . . .	187
Sophie GRANDVUILLEMIN, <i>Économie sociale et solidaire et marché</i> . . . . .	195
Serge GUINCHARD, <i>Petits cailloux sur le chemin caboteux de la formation professionnelle des avocats. Dialogue avec Claude 1991-2009</i> . . . . .	213
Laurence IDOT, <i>La distinction restriction de concurrence par objet/ restriction de concurrence par effet et l'article 101 TFUE : un sujet de disputatio</i> . . . . .	235
Xavier LACAZE et Fabrice VAN CAUWELAERT, <i>Réparation du préjudice anticoncurrentiel : le mécanisme de la nullité peut-il constituer un moyen alternatif de récupération du profit illicite ?</i> . . . . .	261
Philippe LANGLOIS, <i>Concurrence et protection sociale</i> . . . . .	275
Christophe LEMAIRE, <i>Le contrôle juridictionnel de l'Autorité de la concurrence. Quelques réflexions sur l'évolution du contrôle de la cour d'appel de Paris sur les décisions de l'Autorité de la concurrence</i> . . . . .	283
Rémy LIBCHABER, <i>Les mésaventures de la contrepartie</i> . . . . .	309
Antoine LYON-CAEN, <i>Le marché et son droit</i> . . . . .	327
Daniel MAINGUY, <i>Vers des arbitrages de groupe en droit français ?</i> . . . . .	331
Marie MALAURIE-VIGNAL, <i>Un, deux ou trois déséquilibres significatifs ? Réflexion sur l'articulation entre droit commun et droits spéciaux</i> . . . . .	351
Haritini MATSOPOULOU, <i>L'éventuel cumul des sanctions pénales et administratives en droit de la concurrence est-il conforme à la jurisprudence constitutionnelle ?</i> . . . . .	361
Denis MAZEAUD, <i>La justice contractuelle dans la réforme du droit des contrats</i> . . . . .	377
Michel MENJUCQ, <i>De l'obligation de constituer un GSN en cas de fusion transfrontalière</i> . . . . .	389
Gilbert PARLEANI et Isabelle PARLEANI, <i>La « police » des contrats : pour le marché, ou contre le marché</i> . . . . .	397
Frédéric POLLAUD-DULIAN, <i>Coup d'œil sur les marques de services</i> . . . . .	425
Robert SAINT-ESTEBEN, <i>La clarté obscure de la responsabilité des groupes de sociétés en droit de la concurrence</i> . . . . .	441
François TERRÉ, <i>Concurrence et proportionnalité</i> . . . . .	459

## SOMMAIRE

IX

Bernard TEYSSIÉ, <i>Variations conventionnelles dans l'entreprise : vers une mutation du droit du travail ?</i> .....	465
Philippe THÉRY, <i>Quelques observations sur la compétence des juridictions spécialisées dans le contentieux des pratiques anticoncurrentielles ou des pratiques restrictives de concurrence</i> .....	473
Louis VOGEL, <i>La rupture brutale de relations commerciales établies : des pathologies aux remèdes</i> .....	489

## LISTE DES AUTEURS

Louis D'AVOUT  
*Professeur à l'Université Panthéon-Assas (Paris 2)*

Alain BÉNABENT  
*Agrégé des facultés de droit  
Avocat aux Conseils*

Thierry BONNEAU  
*Agrégé des facultés de droit  
Professeur à l'Université Panthéon-Assas (Paris 2)*

Jean-Daniel BRETZNER  
*Avocat à la Cour  
Bredin-Prat*

Guy CANIVET  
*Premier président honoraire de la Cour de cassation  
Membre du Conseil constitutionnel  
Ancien président de l'AFEC*

Fabrice VAN CAUWELAERT  
*Avocat à la Cour, Docteur en droit  
Cabinet DS Avocats*

Muriel CHAGNY  
*Professeur à l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines*

Emmanuelle CLAUDEL  
*Professeur à l'Université Panthéon-Assas (Paris 2)*

Alain COURET  
*Professeur émérite à l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1)  
Avocat associé*

Philippe DELEBECQUE  
*Professeur à l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1)*

Loraine DONNEDIEU de VABRES-TRANIÉ  
*Avocate associée, Jeantet*

Marie-Anne FRISON-ROCHE  
*Professeur à Sciences Po (Paris)*



XII

LISTE DES AUTEURS

Pierre-Yves GAUTIER

*Professeur à l'Université Panthéon-Assas (Paris 2)*

Alain GHOZI

*Professeur émérite à l'Université Panthéon-Assas (Paris 2)*

Sophie GRANDVUILLEMIN

*Maître de conférences en droit privé  
Université Paris 13 Sorbonne Paris Cité  
Membre de l'IRDA (EA 3970)*

Serge GUINCHARD

*Professeur émérite de l'Université Panthéon-Assas (Paris 2)  
Recteur honoraire (académies de Guadeloupe et de Rennes)  
Doyen honoraire de la Faculté de droit de Lyon  
Directeur honoraire de l'Institut d'études judiciaires  
« Pierre Raynaud » (Paris 2)  
Ancien directeur des études de droit à l'École normale supérieure,  
de l'école de formation du Barreau de Paris  
et de l'Institut des assurances de Lyon*

Laurence IDOT

*Professeur à l'Université Panthéon-Assas (Paris 2)  
Membre du Collège de l'Autorité de la concurrence*

Xavier LACAZE

*Avocat à la Cour  
Cabinet DS Avocats*

Philippe LANGLOIS

*Agrégé des facultés de droit  
Avocat à la Cour  
Consultant cabinet Flichy-Grangé avocats*

Christophe LEMAIRE

*Avocat. Associé Ashurst LLP  
Maître de conférences à l'École de droit de la Sorbonne  
Co-directeur du Master 2 Droit économique de l'Union européenne*

Rémy LIBCHABER

*Professeur à l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1)*

Antoine LYON-CAEN

*Professeur émérite à l'Université de Paris-Nanterre  
Avocat au Conseil d'État et à la Cour de cassation*

Daniel MAINGUY

*Professeur à l'Université de Montpellier  
(Centre de droit de la consommation et du marché, UMR 5815)*

Marie MALAURIE-VIGNAL  
*Professeure agrégée à l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines  
(Paris-Saclay)*

Haritni MATSOPOULOU  
*Professeur de droit privé à la Faculté Jean Monnet  
de l'Université Paris-Sud 11  
Directrice de l'Institut d'études judiciaires*

Denis MAZEAUD  
*Professeur à l'Université Panthéon-Assas (Paris 2)*

Michel MENJUCQ  
*Professeur à l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1)*

Gilbert PARLEANI  
*Professeur des facultés de droit*

Isabelle PARLEANI  
*Professeur des facultés de droit*

Frédéric POLLAUD-DULIAN  
*Professeur à l'Université Panthéon-Sorbonne (Paris 1)*

Robert SAINT-ESTEBEN  
*Avocat au barreau de Paris*

François TERRÉ  
*Membre de l'Institut  
Professeur émérite à l'Université Panthéon-Assas (Paris 2)*

Bernard TEYSSIÉ  
*Professeur émérite à l'Université Panthéon-Assas (Paris 2)  
Président honoraire de l'Université*

Philippe THÉRY  
*Professeur à l'Université Panthéon-Assas*

Louis VOGEL  
*Professeur à l'Université Panthéon-Assas (Paris 2)*

## ÉLÉMENTS BIOGRAPHIQUES

CLAUDE LUCAS DE LEYSSAC

(1945 – 2015)

### ACTIVITÉS UNIVERSITAIRES

- 1975 : troisième au concours d'agrégation de droit privé.

#### Enseignement

- 1970-1973 : Assistant à Nanterre.
- 1973-1975 : Chargé de cours à Lille.
- 1975-1979 : Maître de conférences, puis professeur sans chaire à Reims.
- 1979-1990 : Professeur à Paris X-Nanterre. Directeur du DEA de droit des affaires.
- 1991 :
  - Professeur à Paris 1 – Panthéon-Sorbonne.
  - Directeur de l'Institut d'études judiciaires « Jean Domat ».
  - Directeur du DEA de Droit des affaires et de l'économie.

### ACTIVITÉS AU BARREAU

- 1976 : Associé du cabinet d'avocats « D. de Ricci, G. Sernet, C. Lucas de Leyssac », avocats associés à Paris, devenu DS Avocats. Spécialisé en Droit du marché (concurrence et consommation), en Droit de l'arbitrage (trente sentences rendues en tant qu'arbitre, tant en arbitrage international qu'en arbitrage interne) et en Droit des nouvelles technologies de l'information.

## TRAVAUX ET PUBLICATIONS

### BIBLIOGRAPHIE

#### OUVRAGES

- *L'arbitrage* (avec C. GAVALDA), Dalloz, coll. « Connaissance du droit », 1993.
- *Droit du marché* (avec G. PARLEANI), PUF, coll. « Thémis droit privé », 2002.
- *Droits et libertés fondamentaux* (ss dir., avec M. DELMAS-MARTY), Seuil, 2<sup>e</sup> éd. 2002.
- *Quelle compétition pour l'amélioration du service public*, Rapporteur du groupe de travail présidé par C. BABUSIAUX, La Documentation française, 2005.

#### THÈSE

- *L'utilisation de la compensation en droit commercial*, Paris 1, 1973 (prix Wahl).

#### ARTICLES

- *L'obligation de publier les contrats de crédit-bail mobilier et son application dans le temps* : *D.* 1975, chron. 23.
- *Action en nullité des conventions réglementées* : *JCP G* 1976, II, 18506 et *JCP G* 1976, II, 18274.
- *Les cartes de paiement en droit civil*, in *Les cartes de paiement*, Economica, 1980.
- *L'obligation de renseignements dans les contrats*, in *L'information en droit privé*, LGDJ, 1980.
- *Commentaire de la loi du 30 décembre 1985 portant amélioration de la concurrence* (avec C. GAVALDA) : *D.* 1986, chron. p. 187.
- *Plaidoyer pour un droit conventionnel de la preuve en matière informatique* : *Cab. barreau Paris* 1987, n° 2 ; *Expertises* 1987, n° 97, p. 260.
- *Publicité comparative licite* : *JCP E* 1987, 14901.

## XVIII

## TRAVAUX ET PUBLICATIONS

- *Commentaires de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 1986* (avec C. GAVALDA) : *ALD* 1988, n° spécial.
- *Les refus de vente* : *JCl. Concurrence-Consommation*, Fasc. 290.
- *Cartes bancaires et concurrence* : *RD bancaire et bourse* 1991, n° 23, p. 2 et s.
- *Conditions d'application de la maxime « fraus omnia corrumpit » en matière de crédit documentaire* : *LPA* 13 sept. 1991.
- *Les fauteurs de texte* : *Vie jud.* 12 mai 1991, n° 2352, p. 6.
- *V° Filiales communes* (avec L. IDOT) : *Rép. dr. européen* Dalloz, 1994.
- *L'accès aux professions de magistrats et d'avocat* (avec S. GUINCHARD) : *Vie jud.* 1994, n° 2530, p. 4.
- *Diversification des entreprises publiques et concurrence déloyale* : *D.* 1995, chron. 288.
- *L'heure est venue d'un rééquilibrage (à propos de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 1986)* : *Les Échos* 27 nov. 1995.
- *Vers une citoyenneté économique de l'entreprise* : *Gaz. Pal.* 1997, 3, doct. p. 265 et s.
- *Rôle du banquier émetteur d'une carte de paiement en présence d'une opposition* : *D.* 1998, 37.
- *Les mesures conservatoires de l'article 12 de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 1986, une voie de droit à redéfinir*, in *Mél. P. Draï*, Dalloz, 2000, p. 401 et s.
- *L'atteinte à la concurrence, cause de nullité du contrat* (avec G. PARLEANI), in *Mél. J. Ghestin*, LGDJ, 2001, p. 601 et s.
- *Le juge, l'urgence et la concurrence*, in *Mél. C. Gavalda*, Dalloz, 2001.
- *Le nouveau contrôle judiciaire des visites domiciliaires (Code de commerce, article 450-4 ; Ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 1986, ex-article 48) ou la procédure de flagrant délit* : *JCP G* 2001, 1085.
- *Le paiement en ligne* (avec X. LACAZE) : *JCP G* 2001, 477 ; *JCP E* 2001, 506 ; *Comm. com. électr.* 2001, n° 2, p. 13.
- *De quelques aspects de l'article 13 de la loi MURCEF* : *RD bancaire et fin.* 2002, n° 6, p. 349 et s.
- *Le démarchage bancaire et financier* (avec G. PARLEANI) : *Rev. sociétés* 2003, n° 4, p. 719 et s.
- *L'opacification du droit de la transparence, conséquence de sa codification*, in *Mél. Y. Guyon*, Dalloz, 2003, p. 753 et s.
- *Concurrence et compétition* : *D.* 2004, cah. dr. aff., p. 1722.
- *Concurrence et arbitrage* : *Concurrences* 2005, n° 1, éditorial.
- *Évolution depuis 1804 des différents moyens de preuve* : *Dr. et patrimoine* 2005, n° 135, p. 62.

- *À propos des situations non fautives de non-compétition : Concurrences* 2006, n° 3, éditorial.
- *Du caractère collectif du contrat de marché : RDC* 2006, n° 4, p. 1317 et s.
- *L'inquiétant article L. 420-6 du Code de commerce et comment se rassurer* (avec M.-P. LUCAS DE LEYSSAC), in *Mél. B. Bouloc*, Dalloz, 2006, p. 651.
- *Et si on laissait faire le marché ? : Concurrences* 2008, n° 2.
- *Le droit des contrats, instrument d'une nouvelle forme de régulation économique ? »* (avec M. CHAGNY) : *RDC* 2009, n° 3, p. 1268 et s.
- *PME et règles de protection du marché : le regard du juriste*, in *Les PME et droit de la concurrence*, Travaux du CREDA, Litec, 2009, p. 47 et s.
- *Concurrence et compétition : deux concepts à distinguer pour mieux organiser le droit de l'économie de marché*, avec M. CHAGNY, in *Les concepts émergents en droits des affaires* (ss dir. E. Le Dolley), LGDJ-Lextenso, 2010, p. 93 et s.
- *Sanction pécuniaire ou amende ? : Concurrences* 2010, n° 2, p. 1.
- *À quoi sert la concurrence ? Concurrence, compétition, régulation*, Institut du droit de la concurrence, 2014.

#### RAPPORTS PUBLIÉS

- *French law in product liability*, Bruxelles, 1976, publié en anglais par l'Association européenne d'études juridiques et fiscales, Kluwer.
- *Le droit civil et commercial des cartes de paiement*, Paris, 1979.
- *La dématérialisation des titres*, Journées de Nanterre, 1982, in *Émergence du droit de l'informatique*, éd. des Parques.
- *Le leasing en France*, Paris, 1983, Centre de droit économique, Université de Pavie.
- *Aspects juridiques des nouveaux moyens de paiement*, Aix-en-Provence, févr. 1984, Ministère des Finances.
- *Les conventions sur la preuve en matière informatique*, Saint-Germain, 1986, *Informatique et droit de la preuve*, éd. des Parques 1987, p. 143.
- *Rapport introductif* au colloque sur le libéralisme en matière de prix et de concurrence, Toulouse, 1987 ; *LPA* 30 mars 1988, n° spécial.
- *Les services commerciaux et la preuve de transactions télématiques*, Lamy Droit de l'informatique 1991, mise à jour A.
- *Faut-il faire du Conseil de la concurrence, une juridiction ? : RJ com.* 1992, p. 273.
- *La transparence*, colloque de Deauville, 19-20 juin 1993 : *RJ com.* 1993, n° 4.
- *Réparation du dommage à l'économie*, Atelier de la concurrence, « L'ordre public économique », 3 nov. 1994 : *Rev. DGCCRF* 1995, janv.-fév., n° 83, p. 67 et s.

## XX

## TRAVAUX ET PUBLICATIONS

- *Transparence, dépendance et partenariat*, colloque de Lille, 17 nov. 1995 : *LPA* 1996, n° 29.
- *Le droit fondamental de la preuve, l'informatique et la télématique*, colloque 10 nov. 1995 : *LPA* 1996, n° 65.
- *Les intérêts concurrents* : *RJ com.* 1998, n° 11, p. 134 et s.
- *Rapport de synthèse*, Atelier de la concurrence, « Droits et libertés fondamentaux face au droit de la concurrence » : *Rev. DGCCRF* 1995, juillet/Août, n° 86, p. 47.
- *Introduction et Le droit actuel et ses incertitudes*, Atelier de la concurrence, « Le prix prédateur comme obstacle à la concurrence » : *Rev. DGCCRF* janv.-févr. 2000, n° 113.
- *Délimitation du marché pertinent et entente*, in *Conquête de la clientèle et droit de la concurrence* : *Gaz. Pal.* 2001, n° spécial, n° 313, p. 17.
- *Présentation*, Atelier de la concurrence, « La position dominante collective » : *Rev. DGCCRF* mars-avr. 2002, n° 126, p. 8 et s.
- *Approche juridique des effets de la propriété intellectuelle sur la concurrence*, Atelier de la concurrence, 10 déc. 2003 : *Rev. DGCCRF* juill.-août-sept. 2004, n° 139.
- *Présentation juridique*, colloque 13 mai 2004, « Europe, service public et concurrence » : *LPA* 2004, n° 239.
- *Rapport de synthèse*, colloque « Les sanctions judiciaires des pratiques anticoncurrentielles », organisé par l'Université Paris I et DS Avocats : *LPA* 2005, n° spécial, n° 14, p. 65 et s.
- *Les victimes*, colloque « Autorités de régulation et vie des affaires », Dalloz, coll. « Thèmes et commentaires », 2006, p. 135 et s.
- *Rapport*, Cour de cassation, colloque « Concurrence et consommation », 3 juill. 2006 : *Revue Lamy conc.* 2006, n° 3.
- *Introduction* (avec V. BEAUMEUNIER), Atelier de la concurrence, 6 mai 2008, « Le consommateur, bénéficiaire et acteur de la concurrence » : *Rev. DGCCRF* 2008, n° 162, p. 21 et s.

## CHRONIQUES ET NOTES DE JURISPRUDENCE (AVEC C. GAVALDA)

- *La procédure de référé – pratiques restrictives* : *D.* 1990, 107.
- *Le rôle du ministre devant les juridictions judiciaires en matière de concurrence* : *D.* 1990, 106.
- *La preuve d'actions concertées par le parallélisme du comportement des fournisseurs* : *D.* 1990, 102.
- *Le droit de la concurrence est-il applicable aux personnes publiques ?* : *D.* 1990, 101.
- *Représentation du ministre devant les juridictions judiciaires en matière de concurrence* : *D.* 1990, 107.



- *Distribution sélective et usage de marque* : D. 1990, 103.
- *Échanges d'informations : pratiques anticoncurrentielles ?* : D. 1990, 102.
- *Responsabilité civile en matière de loterie avec pré tirage* : D. 1990, 105.
- *Refus de vente et réseau de distribution sélective* : D. 1990, 104.
- *Le pouvoir d'investigation des agents de la Commission de Bruxelles* : D. 1990, 112.
- *Le droit pour une entreprise de ne pas s'auto-incriminer* : D. 1990, 113.
- *Contrôle judiciaire des visites et saisies domiciliaires* : D. 1990, 109.
- *La publication des décisions du Conseil de la concurrence* : D. 1990, 109.
- *Suspension du règlement de répartition discriminatoire des droits de retransmission* : D. 1991, 70.
- *Le refus de vente international* : D. 1991, 252.
- *Détournement du système national de paiement par carte bancaire* : D. 1991, 249.
- *Mesures provisoires du Conseil de la concurrence en matière de films publicitaires* : D. 1991, 248.
- *Compétence du Conseil de la concurrence et pratiques anticoncurrentielles à Monaco* : D. 1991, 247.
- *Obligation de donner et obligation de faire au regard de la détermination du prix de vente* : D. 1991, 249.
- *Référé et pratique anticoncurrentielle en cas de contrariété des droits interne et communautaire* : D. 1991, 253.
- *Contrôle a posteriori des visites domiciliaires* : D. 1991, 250.
- *Référé de droit commun et pratique anticoncurrentielle* : D. 1991, 251.
- *Droit de la concurrence et mutuelles d'assurance* : D. 1991, 247.
- *Présentation d'une commande par assignation* : D. 1991, 250.
- *Compétence territoriale en matière de refus de vente* : D. 1994, 171.
- *Principe de délicatesse et notion anticoncurrentielle* : D. 1994, 172.
- *Refus de vente par une grande surface à un revendeur spécialisé* : D. 1994, 171.
- *Conditions dans lesquelles le Conseil de la concurrence peut déclarer sa saisine irrévocable* : D. 1994, 174.
- *Recours d'actionnaires minoritaires en matière de concentration* : D. 1994, 175.
- *Dénigrement et charge de la preuve* : D. 1994, 172.
- *Nullité du procès-verbal d'investigation incomplet* : D. 1994, 173.
- *Licéité d'accords types de distribution sélective* : D. 1994, 168.
- *Ristournes et commandes groupées* : D. 1994, 169.
- *Critères de l'atteinte sensible au jeu de la concurrence* : D. 1996, 176.

## XXII

### TRAVAUX ET PUBLICATIONS

- *Assiette de la sanction pécuniaire de pratiques anticoncurrentielles* : D. 1996, 177.
- *Licéité de la lecture en caisse des codes-barres* : D. 1996, 178.
- *Marché pertinent et vente en gros* : D. 1996, 175.
- *Libre disponibilité du terme « téléachat »* : D. 1996, 180.
- *Qualité du ministre de l'Économie pour requérir des mesures conservatoires* : D. 1996, 181.
- *Publicité comparative et dénigrement* : D. 1996, 179.

### UNIDROIT

- Participation aux journées d'études sur le projet de réglementation uniforme du contrat d'hôtellerie (oct. 1978).
- Expert nommé par Unidroit sur le contrat d'affacturage (févr. 1979).

### GIP

- Participation aux travaux du groupe d'experts chargé de proposer une réforme du droit français de la preuve pour le mettre en harmonie avec la civilisation cybernétique (1997-1998).

### DIVERS

- Membre de la Commission « Formation continue » du Conseil national des barreaux.
- Membre du Comité scientifique des Ateliers de la concurrence organisés par le ministère de l'Économie et des Finances.
- Membre du Comité scientifique de la revue *Concurrences*.